

Oui au report modal, NON au Lyon-Turin !

La fédération SUD-Rail après avoir débattu et fait les constats suivants :

- la voie ferrée existante est largement sous utilisée,
- il est possible de transférer des marchandises de la route vers le rail au départ d'Ambérieu en Bugey comme l'a écrit l'ensemble des syndicats cheminots dès l'année 2000 avec le soutien de nombreuses organisations,
- le fret ferroviaire est en déclin sur l'ensemble du pays par une volonté délibérée de ne pas le relancer,
- la priorité pour le réseau ferré national est à l'entretien, la sécurité, le développement des transports du quotidien et non à des projets qui engouffrent la totalité des budgets et ne font qu'augmenter le déficit de SNCF Réseau,
- ce projet est dans les faits un projet de Partenariat Public/Privé (PPP) comme tous les documents en attestent,
- des travaux d'amélioration dans la région et plus largement sur l'ensemble du territoire sont bien plus utiles à la population,
- la faillite de la section Perpignan-Figueras en 2015 démontre que le projet Lyon-Turin qui coûte six fois plus cher pour chaque kilomètre conduit inéluctablement à **la faillite qui sera supportée comme pour les autres projets par les contribuables et les cheminots** à qui l'on présente déjà des plans d'économies pour éponger les dépenses délirantes et inutiles.

La fédération SUD-Rail rejette le projet Lyon-Turin en exigeant le développement du fret ferroviaire au départ d'Ambérieu dans le cadre des activités de SNCF Fret, entreprise publique qui doit répondre et offrir des services de qualité pour le transport des marchandises entre la France et l'Italie.

SUD-Rail demande que les investissements soient dirigés vers les priorités connues que sont la sécurité, la maintenance et l'entretien du réseau ferré national, l'amélioration du réseau pas le doublement des voies uniques pour augmenter le nombre de circulations de trains et développer les trains du quotidien.

Le projet Lyon-Turin doit être arrêté maintenant et l'argent public orienté vers les vraies priorités et les besoins de la population et non vers des opérateurs privés qui ne prennent aucun risque mais tirent les marrons du feu.